

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

VAN

DU

14-03-2000

14-03-2000

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Inhoud

Dinsdag 14 maart 2000

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE - COM 143

Mondelinge vraag van de heer Thierry Giet aan de minister van Justitie over "de commissie die door de Kerk wordt ingesteld betreffende feiten van pedofilie" (nr. 1204)

sprekers : **Thierry Giet, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "het mogelijk gerechtelijk onderzoek naar de wanpraktijken van de Iraanse overheid" (nr. 1256)

sprekers : **Bart Laeremans, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Justitie over "het piramidespel op internet" (nr. 1263)

sprekers : **Jean-Pierre Viseur, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Justitie over "de strafuitvoering bij drugs-verslaafden" (nr. 1243)

sprekers : **Jo Vandeurzen, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "het beschikken over een gsm in de gevangenis" (nr. 1249)

sprekers : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de problematiek van de omgangsregeling met de kinderen" (nr. 1284)

sprekers : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Sommaire

Mardi 14 mars 2000

COMMISSION DE LA JUSTICE - COM 143

Question orale de M. Thierry Giet au ministre de la Justice sur "la commission que l'Eglise a décidé de mettre sur pied concernant les faits de pédophilie" (n° 1204)

orateurs : **Thierry Giet, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'enquête judiciaire possible sur des pratiques de l'autorité iranienne" (n° 1256)

orateurs : **Bart Laeremans, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre de la Justice sur "le jeu de la pyramide sur Internet" (n° 1263)

orateurs : **Jean-Pierre Viseur, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de la Justice sur "la politique pénitentiaire en matière de drogues" (n° 1243)

orateurs : **Jo Vandeurzen, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la disposition de GSM en prison" (n° 1249)

orateurs : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la problématique du règlement des relations personnelles avec les enfants" (n° 1284)

orateurs : **Servais Verherstraeten, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 14 MARS 2000

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur door de heer **Fred Erdman**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 10.24 heures par M. **Fred Erdman**, président.

Question orale de M. Thierry Giet au ministre de la Justice sur "la commission que l'Eglise a décidé de mettre sur pied concernant les faits de pédophilie" (n° 1204)

Mondelinge vraag van de heer Thierry Giet aan de minister van Justitie over "de commissie die door de Kerk wordt ingesteld betreffende feiten van pedofilie" (nr. 1204)

M. Thierry Giet (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je voudrais revenir sur un sujet qui a déjà été abordé par Mme Herzet en séance plénière, lors des questions d'actualité. Je veux parler de la création par l'Eglise catholique d'une commission interdiocésaine pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans l'exercice des relations pastorales. A cette occasion, vous avez déjà pu apporter certaines réponses, mais peut-être la commission nous permettra-t-elle d'examiner plus précisément ce problème.

En ce qui me concerne, j'ai en effet quelques craintes sur la façon de fonctionner de cette commission interdiocésaine. Je suis évidemment bien conscient que des ordres juridiques distincts peuvent coexister. Ainsi en est-il en matière disciplinaire par exemple. Je n'ai donc aucune difficulté à imaginer que l'Eglise catholique, en tant qu'institution, puisse mettre en place et utiliser un système disciplinaire vis-à-vis de son propre personnel. Mais il est évident que nous nous trouvons ici dans une situation, à l'intersection de deux ordres juridiques, l'ordre étatique et l'ordre juridique interne de l'Eglise catholique, tant il est vrai - puisqu'il s'agit de traiter de plaintes pour abus sexuels - qu'il y a donc une victime potentielle ou une victime éventuelle.

Par conséquent, cette matière concerne des citoyens ou des enfants, car il faut admettre que l'actualité nous donne de nombreux exemples d'enfants qui en sont,

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 14 MAART 2000

hélas, les victimes. Cela met donc en cause l'organisation de l'Eglise catholique. Aussi y a-t-il problème par rapport à l'ordre juridique étatique.

Les questions que je voulais vous poser sont en relation avec le danger créé par cette intersection.

Quels seront précisément les pouvoirs d'investigation de cette commission, puisqu'il semble que la compétence qu'elle se donne dépasse le pouvoir de l'Eglise en tant qu'institution non étatique et fonde la crainte de voir s'instaurer une justice parallèle ?

Que devient dans ce système la notion de non-assistance à personne en danger ? La question se pose essentiellement si cette commission est amenée à travailler préalablement à l'ouverture d'un dossier près d'un parquet : information ou même juge d'instruction si on se dirige vers une instruction.

En d'autres termes, cette commission peut-elle prendre l'initiative de convoquer quelqu'un, de l'entendre, de prendre des mesures préalablement au dépôt d'une plainte ?

Par ailleurs se pose la question de savoir qui peut le faire. On parle dans la presse d'une certaine composition de cette commission rassemblant des personnes aux qualités professionnelles diverses.

Ainsi, si cette commission peut travailler préalablement, qu'en est-il de la notion de non-assistance à personne en danger, puisqu'on pourrait investiguer, sans pour autant prendre éventuellement les mesures qui s'imposeraient vis-à-vis de la victime ? Je ne demande évidemment pas que l'article 29 du Code d'instruction criminelle soit applicable à l'Eglise catholique ou à tout autre organisme non étatique. En tout cas, l'infraction de non-assistance à personne en danger me paraît devoir être examinée.

Quelles seraient les garanties à propos de la compétence des personnes siégeant au sein de cette commission ? Les parents et les victimes peuvent-ils avoir confiance en une telle institution, qui peut à la fois être juge et partie dans le problème posé ?

Thierry Giet

Vous pourriez me rétorquer, monsieur le ministre, que ce sujet est l'affaire interne d'une institution et que nous n'avons pas à nous en préoccuper.

Je me dis toutefois que nous pourrions peut-être faire un parallèle avec des organismes tels que Child Focus, qui est au départ un organisme privé mais qui, compte tenu de la mission qu'il s'est donnée, a d'abord - à juste titre à mon sens - signé un protocole avec le collège des procureurs généraux qui fait incontestablement partie de l'ordre juridique étatique, afin d'améliorer et d'institutionnaliser les relations entre eux. Bien plus, nous avons été amenés à légiférer pour réglementer et clarifier la façon dont Child Focus pouvait traiter les données relatives à la vie privée dont il pouvait disposer dans l'exercice de sa mission. Par conséquent, je crois que nous nous trouvons dans une situation comparable, et qu'il y a dès lors lieu de se poser des questions et peut-être de prendre certaines mesures.

M. Marc Verwilghen, ministre : Monsieur le président, chers collègues, en plus de l'établissement de points de contacts et de la désignation de personnes de confiance, Monseigneur Danneels a annoncé la création d'une commission ecclésiastique pour le traitement des plaintes, une sorte de collège disciplinaire interecclésiastique qui est appelé à une triple fonction : un, prendre connaissance des cas d'abus sexuels dans le cadre des relations pastorales et concernant des personnes impliquées dans le fonctionnement ecclésiastique; deux, examiner ces cas; trois, rédiger un rapport et proposer des mesures à l'égard de l'autorité ecclésiastique qui prend la décision finale.

En ce qui concerne la procédure, je soulignerai deux éléments qui me semblent importants. Premièrement, la commission ecclésiastique n'est pas uniquement saisie des plaintes de victimes. Certaines autorités ecclésiastiques peuvent également porter à la connaissance de la commission des faits d'abus sexuels. La question est de savoir si cela ne peut pas être de nature à inciter les victimes à se contenter de procédures internes et à ne pas faire appel à la justice de l'Etat. Deuxièmement, quant à la relation entre l'enquête inter-ecclésiastique et une procédure pénale éventuelle, il apparaît clairement que la procédure pénale suspend l'enquête interne. Il n'en demeure pas moins que l'on peut se demander si la constatation de faits graves implique seulement l'information de la hiérarchie interne - c'est l'article 20 - ou s'il faut également dénoncer les faits au parquet.

A titre complémentaire, je voudrais ajouter les six éléments suivants.

1. Je ne connais pas la nature des compétences d'enquête de la commission inter-ecclésiastique prévue, vu que celle-ci ne relève pas du domaine de mes compétences.

2. Pour bien comprendre la portée de son fonctionnement, je préciserai que la commission ecclésiastique entre plutôt dans une catégorie d'instances d'ordre disciplinaire. Dès lors, il n'existe pas d'interférence avec la justice pénale.

3. La réglementation interne d'une organisation ne peut jamais exclure l'application du droit pénal, cela va de soi. Les dispositions de négligence coupable, d'autres délits éventuels, les principes généraux du droit pénal, et entre autres la participation délictueuse, restent intégralement d'application, en particulier l'obligation d'information du parquet en cas de constatation d'infraction grave.

4. Je ne peux pas me prononcer sur les exigences de compétences qui sont en vigueur au sein des instances interecclésiastiques.

5. La réglementation spécifique au sein d'une organisation ne peut pas aboutir à ce que les victimes qui n'ont pas confiance dans le bon fonctionnement de cette organisation soient exclues des voies juridiques normales qui sont indiquées dans de telles situations.

6. Je suis sensible aux inquiétudes qui ont été exprimées, autant par Mme Herzet lors de sa question orale à la Chambre que par votre demande d'aujourd'hui.

Mon cabinet a pris contact avec les autorités ecclésiastiques afin d'obtenir toutes les précisions sur cette affaire. Je n'ai malheureusement pas encore obtenu de réponse mais je ne manquerai pas d'en informer immédiatement le parlement.

Je transmettrai cette réponse au président de la commission de la Justice. Vous aurez ainsi à votre disposition tous les éléments d'appréciation nécessaires.

M. Thierry Giet (PS) : Nous attendrons donc l'information promise, monsieur le ministre.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De mondelinge vraag nr. 1241 van de heer Francis Van den Eynde wordt naar een latere datum verschoven.

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "het mogelijk gerechtelijk onderzoek naar de wanpraktijken van de Iraanse overheid" (nr. 1256)

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'enquête judiciaire possible sur des pratiques de l'autorité iranienne" (n° 1256)

De heer **Bart Laeremans** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het mogelijke onderzoek van een Brussels onderzoeksrechter naar de folterpraktijken van de Iraanse overheid heeft nogal wat stof doen opwaaien, onder meer in Iran zelf. Het doet heel wat vragen rijzen, allereerst wat de dubbelzinnige houding van onze regering betreft. Als het gaat om dictators die reeds lang zijn verdwenen en een gemakkelijke prooi zijn, spreekt deze regering zeer heldhaftige taal. Als het gaat om Oostenrijk, lijkt het wel of de duivel in persoon op aarde is verschenen. Als ik goed ben ingelicht bent u zelfs in Lissabon openlijk en ostentatief uit een openbare vergadering weggegaan om u te distantiëren van uw Oostenrijkse collega. Wanneer het echter om regerende dictators gaat, met veel meer bloed aan hun handen, bijvoorbeeld president Kabila, is de houding van de regering anders. Dan zien we op het televisiescherm hartelijke ontmoetingen. Wat Iran betreft, blijkt een actie van het Belgische gerecht plotseling een groot misverstand en wringt minister Michel zich in allerlei bochten om de Iraanse overheid niet voor het hoofd te stoten. Collega Van den Eynde zal deze aangelegenheid trouwens ook aankakken in de commissie voor de Buitenlandse Zaken.

Deze toestand doet heel wat wenkbrauwen fronsen. Elke buitenlander - hij hoeft hier zelfs niet te wonen - kan hier zomaar klacht indienen en het hele justitieapparaat in werking stellen. 6 miljard aardbewoners kunnen gelijk welk regime laten onderzoeken. Dat kan aanleiding geven tot heel wat conflicten. Mijnheer de minister, was het in het kader van de huidige wet in verband met de genocide uw bedoeling ieder regime of elke dictator hier te doen berechten en hier onderzoeken te openen naar alle mogelijke misstanden in het buitenland ? Maken wij ons op dat vlak niet hopeloos belachelijk, aangezien wij niet in de mogelijkheid zijn om telkens een ernstig onderzoek te organiseren ? Wij hebben immers niet de middelen om rogatoire commissies naar die landen te sturen en we zijn daar ook niet welkom. Wij kunnen ook niet de uitlevering van die mensen vragen, dus kunnen wij ze hier ook niet berechten. Wij meten ons het imago aan van een kikker die een os wou zijn. Bovendien gaan wij, wat justitie betreft, naar een absurde situatie. Als iedereen hier zomaar klacht kan indienen, lopen de kosten torenhoog op, terwijl het resultaat nihil is. Overigens hebben wij te weinig middelen om ons justitieapparaat voor ons eigen land te doen functioneren. In aangelegenheden waar de diplomatie haar werk zou moeten doen en Buitenlandse Zaken zou moeten optreden wordt de verantwoordelijkheid afgewenteld op Justitie.

Mijnheer de minister, ik heb een aantal concrete vragen. Hoeveel klachten tegen buitenlandse regimes en instanties werden sinds het aantreden van deze regering ingediend ? Acht u een onderzoek naar de wanpraktijken

van het Iraanse regime realistisch ? Beschikken wij over voldoende documentatie, mensen en middelen ? Acht u het mogelijk dat het fiat zou worden gegeven voor een rogatoire commissie naar Iran ? Alleen wanneer men zich ter plaatse is gaan vergewissen van de situatie, kan een onderzoek immers tot een behoorlijk resultaat leiden. Hoe hoog schat u de overlevingskansen in van de leden van een dergelijke rogatoire commissie ? Zijn die mensen verzekerd tegen voortijdig overlijden of tegen langdurig celverblijf ? Welk bedrag kan volgens u maximaal aan dergelijke onderzoeken worden gespendeerd ? Uit welke pot dienen die middelen te komen ? Hoe zult u in de toekomst vermijden dat alle mogelijke slachtoffers uit heel de wereld in staat zullen zijn om het hele gerechtelijke apparaat in werking te stellen voor de meest onmogelijke dossiers ? Of is het volgens u precies de bedoeling dat wij, ook met ons justitieapparaat, meer en meer gaan fungeren als het geweten van de wereld ? Wilt u ons op dit vlak op het internationale plan verheffen ?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal mij beperken tot dit onderwerp.

Mijnheer Laeremans, het stof dat vorige week, toen u uw mondelinge vraag stelde, nog oplaaide, is inmiddels gaan liggen, zowel in Europa als in Teheran.

Volgens mij bedoelde de wetgever dat dergelijke klachten ontvankelijk zijn, hoewel de beoordeling in eerste instantie toekomt aan de onderzoeksrechter die door de klacht wordt gevat. Het Belgische strafrecht laat de extraterritoriale toepassing van de strafwet toe op basis van de voorlopige titel van het wetboek van strafvordering. Meer bepaald met betrekking tot de misdaden tegen de mensheid geldt, sedert het tot stand komen van de wet van 10 februari 1999, het beginsel van de universele jurisdictie. Dat betekent dat klachten met betrekking tot dergelijke misdaden in beginsel ontvankelijk zijn mits wordt voldaan aan de vormvereisten bepaald in het wetboek van strafvordering.

Sedert het aantreden van de huidige regering werd slechts een klacht, met name de klacht waarvan sprake, tegen een buitenlands regime ingediend.

Het behoort de onderzoeksrechter toe te oordelen over de opportuniteit en de slaagkansen van een onderzoek. Bovendien moet hij nagaan of hij bevoegd is inzake de feiten die in de klacht worden vermeld.

Tot op heden werd geen rogatoire commissie in welke vorm dan ook naar Iran gezonden, vandaar dat uw vraag mij wat voorbarig lijkt, mijnheer Laeremans. Voorts wijs ik u erop dat een rogatoire commissie niet per definitie betekent dat personen zich moeten verplaatsen. Dat is een vast gegeven.

Marc Verwilghen

Indien de onderzoeksrechter het noodzakelijk acht, kan een rogatoire commissie ter plaatse worden gestuurd, maar aangezien er geen verdrag bestaat dat de rechtshulp tussen België en Iran regelt, berust de internationale rechtshulp op het principe van de wederkerigheid. Wellicht moet ik hierover niet meer uitleg verstrekken.

Een rogatoire commissie gaat slechts in een minderheid van de gevallen gepaard met een verplaatsing van magistraten en/of politieofficiëren om de uitvoering van de rogatoire opdracht te begeleiden. Het nut van een dergelijke verplaatsing hangt eveneens af van de beoordeling door de onderzoeksrechter. Het lijkt echter geen twijfel dat, als er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de veiligheid van de uitgestuurde opsporingsambtenaren niet kan worden gegarandeerd, er geen verplaatsingen zullen gebeuren.

Zoals bij elk gerechtelijk onderzoek ressorteren de kosten onder de gerechtskosten in strafzaken. De te spenderen middelen hangen af van de omvang van het onderzoek.

Het bestaande systeem laat zeker niet toe dat om het even welk slachtoffer zijn klacht over om het even welke dossier behandeld ziet. Immers, niet elke klacht met burgerlijke partijstelling leidt tot het openen van een gerechtelijk onderzoek. In dat verband wijs ik u er trouwens op dat in het Wetboek van Strafvordering wordt bepaald dat een klacht die onterecht wordt verklaard aanleiding kan geven tot het betalen van een schadevergoeding.

Wat misdaden tegen de menselijkheid betreft, zal in de toekomst een zeer belangrijke rol worden weggelegd voor het permanent internationaal strafhof waarvan het statuut binnenkort door België zal worden geratificeerd.

Mijnheer de voorzitter, ik meen also de vraag van de heer Laeremans te hebben beantwoord.

De heer **Bart Laeremans** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, sta mij toe erop te wijzen dat het permanent internationaal strafhof nog niet is opgericht. Tot dan lijkt het mij aangewezen procedures, gepaard gaande met het uitzenden van rogatoire commissies en dergelijke, te voorkomen teneinde ons niet belachelijk te maken. Immers, wij kunnen geen enkele rechtsovereenkomst uitvoeren en geen veroordelingen ter plaatse uitspreken; wij kunnen enkel ons imago op internationaal vlak schaden.

Mij lijkt het wijzer op het niveau van Buitenlandse Zaken op te treden en meer dan voorheen in bepaalde zaken, bijvoorbeeld ten aanzien van Iran, duidelijk te maken dat het schenden van de mensenrechten ons misnoegt en ons kan aanzetten tot het treffen van de nodige sancties of maatregelen.

Gelet echter op de hypocrisie die aan de dag wordt gelegd door platte broodjes te bakken met een dictator zoals Kabila, meen ik dat wij nog een flink stuk weg hebben af te leggen.

Ik vrees dat de justitie misbruikt wordt en hoop dat de huidige procedures snel door een internationaal strafrecht en een internationaal strafhof zullen worden vervangen.

De **voorzitter** : De Senaat heeft het internationaal strafgerecht goedgekeurd. De Kamer zal binnenkort werk kunnen maken van deze problematiek.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre de la Justice sur "le jeu de la pyramide sur Internet" (n° 1263)**Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Justitie over "het piramidespel op internet" (nr. 1263)**

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le jeu de la pyramide appelé parfois "jeu de l'avion" est un jeu d'argent. Pour faire partie du club, il faut payer une cotisation à ceux qui s'y trouvaient avant, à charge bien sûr de récupérer des sommes mirobolantes grâce aux cotisations investies par ceux qui suivent dans le jeu. Cette structure pyramidale permettrait de gagner de l'argent sans effort.

Or, ce jeu est interdit en Belgique. J'ai lu dans "Le Soir" du 7 mars dernier que la police judiciaire d'Anvers avait fait une descente dans un hôtel de la ville où une partie était en cours. Le hasard a fait que, ce même week-end, un certain Michel - qui n'a rien de commun avec notre collègue - m'a envoyé un e-mail me disant que si je payais 5 dollars à quelqu'un dont on me donnait l'adresse, j'allais recevoir 10 000 dollars en retour.

Monsieur le ministre, je vous ai envoyé une copie de cet e-mail pour qu'on comprenne bien de quoi je voulais parler. Il s'agit exactement de ce jeu où on investit un peu d'argent pour en recevoir, paraît-il, beaucoup plus par après. L'argent ne se créant pas, c'est évidemment une arnaque. Lorsque la pyramide s'essouffle, tous ceux qui ont versé 5 dollars ne reçoivent jamais rien.

Puisque ce jeu est interdit en Belgique, je voudrais demander au ministre si cette interdiction est également valable via Internet. Dans les adresses qu'on m'a données, j'ai trouvé par exemple une adresse en Suisse, ce qui montre bien le développement de ce jeu dans plu-

Jean-Pierre Viseur

sieurs pays et on touche peut-être là au droit international. De quels moyens les autorités belges disposent-elles pour pouvoir mettre fin à cette organisation qui dépasse les frontières ? Afin d'en aviser nos concitoyens, quels sont les risques éventuels, tant au civil qu'au pénal, encourus par ceux qui participent au jeu ? Est-il envisageable de prendre des initiatives pour mettre en garde le public contre des jeux qui se révèlent être des arnaques malgré leurs allures mirifiques ?

M. Marc Verwilghen, ministre : Monsieur le président, monsieur Viseur, je vous informe que le jeu de la pyramide ou de l'avion, comme vous l'avez décrit, n'est pas un jeu de hasard interdit en Belgique. Il s'agit simplement d'une escroquerie, au sens habituel du terme, et dès lors punie d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 à 3 000 francs, conformément aux articles 496 et suivants du Code pénal. La tentative est punissable également d'un mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 26 à 2 000 francs. Le coupable peut en outre être condamné à l'interdiction prévue par l'article 33 du Code pénal et la victime pourra toujours se constituer partie civile pour les sommes investies dans l'opération. Soyons donc clairs sur la qualification du jeu de la pyramide.

En lui donnant ainsi sa juste qualification pénale, il faut considérer que la diffusion de messages invitant à participer au jeu de la pyramide sur Internet rentre dans la catégorie des infractions commises au moyen d'Internet. Il n'y a rien de fondamentalement nouveau et les dispositions prévues dans le projet de loi sur la criminalité informatique trouveront sans doute l'application nécessaire pour pouvoir répondre à ce type de criminalité et donc de le voir sanctionné.

Cette escroquerie commise au moyen d'une diffusion par Internet est et restera une escroquerie punissable, sans aucun doute possible. Reste que l'usage d'Internet soulève de nouvelles questions liées principalement à son caractère universel. Afin de lutter efficacement contre les infractions commises sur ou au moyen d'Internet, la police judiciaire a mis en place une unité nationale de lutte contre la criminalité informatique, dénommée "National Computer Crime Unit".

Un point de contact entre les "service providers" d'Internet et la "National Computer Crime Unit" a été établi dans le cadre d'un accord de coopération signé par mon prédécesseur le 28 mai 1999. Actuellement, ce point de contact reçoit principalement des informations ou plaintes à propos de sites hébergeant des images de pornographie infantile. Il ne semble pas que des plaintes ou des informations aient été fournies à cette "National Computer Crime Unit" à propos du jeu de la pyramide. On pourrait fort bien l'imaginer si le phénomène devait prendre une plus grande ampleur.

Cependant, il ne faut pas se cacher le relatif succès que pourrait connaître un tel système au sein de la "National Computer Crime Unit". En effet, sur la base des informations reçues, la police judiciaire pourrait entreprendre une enquête qui peut aboutir à localiser les faits en Belgique. Procès-verbal serait rédigé et transmis au parquet local compétent. Cependant, si les faits sont situés ou localisés à l'étranger ou ne sont pas localisés, le procès-verbal devra être remis aux magistrats nationaux. Souvent, ce type de faits criminels se déroule à l'étranger. Il va de soi que la localisation de faits à l'étranger entraîne nécessairement la mise en route d'une coopération judiciaire internationale en matière pénale et les chances de succès restent faibles compte tenu du caractère peu adapté de nos règles de coopération internationale face à la technologie d'Internet. Il faudra y remédier le plus rapidement possible, ce qui se fait d'ailleurs dans le contexte européen. Lors du sommet informel que nous avons eu à Lisbonne, ce type de délinquance fut sujet à débat.

Certes, la justice belge pourrait s'estimer compétente au nom de la théorie de l'ubiquité qui permet de fonder la compétence d'un juge dès qu'un élément d'infraction est commis dans sa juridiction. Ce sera nécessairement le cas si la victime est Belge ou a été contactée en Belgique. Reste que l'efficacité de la sanction sera toute relative puisque l'auteur de l'escroquerie risque d'être condamné par défaut et ne pas se présenter devant son juge.

En ce qui concerne l'opération menée par la police judiciaire d'Anvers le 5 mars 2000 en concertation avec le parquet d'Anvers, je peux vous communiquer les informations suivantes de manière à ne pas compromettre l'enquête judiciaire. Il s'agit d'une organisation internationale ayant des bureaux dans différents pays européens et en Israël. La réunion prévue visait à engager des agents en Belgique dans le but de développer les activités du groupe international. Toutes les personnes présentes ont été entendues de manière approfondie et, selon la formule consacrée, l'enquête suit son cours.

Enfin, vous me demandez quelles initiatives ont été prises, ou pourraient être prises, afin d'informer le public sur le risque de participation à de tels mécanismes. Je ne vois qu'une possibilité qui devra être élaborée en concertation avec mon collègue Demotte, c'est que les services d'inspection des Affaires économiques envisagent une information grand public, puisque nous nous trouvons face à une forme d'entreprise commerciale qui constitue une escroquerie.

J'ai essayé ainsi de répondre à vos questions qui, pour le reste, étaient correctement formulées vu les fax qui ont été envoyés.

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le ministre, je voulais attirer votre attention sur ce sujet, notamment dans le cadre de la discussion et de l'élaboration du projet sur la criminalité informatique, qui connaît également ce genre de pratiques.

Le président : Il y a une infraction supplémentaire, monsieur le ministre. Mettre de l'argent dans un envoi postal est aussi punissable. Cela dit, la fin du mail que vous avez reçu représente tout un programme gouvernemental - je cite - : "ensemble, nous allons prospérer" !

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Justitie over "de strafuitvoering bij drugsverslaafden" (nr. 1243)

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de la Justice sur "la politique pénitentiaire en matière de drogues" (n° 1243)

De heer **Jo Vandeurzen (CVP)** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik zal mijn vraag kort samenvatten.

Uit de discussie die hier voor de krokusvakantie plaatsvond en uit berichten in de pers, heb ik begrepen dat de minister een aantal maatregelen heeft genomen met betrekking tot de strafuitvoering bij drugsverslaafden. Drugsverslaafden, die tot maximaal drie jaar gevangenis werden veroordeeld, zouden onder bepaalde voorwaarden, waaronder het volgen van een therapie, kunnen worden vrijgelaten.

Ik heb hierover een aantal informatieve vragen, die misschien beter als schriftelijke vragen zouden worden geformuleerd, maar, vragen aan het ministerie van Justitie worden zelden of nooit tijdig behandeld. Dat is geen verwijt aan de huidige minister, want ik heb dat ook tijdens de vorige legislatuur ondervonden. Daarom stel ik toch een aantal mondelinge vragen.

Mijnheer de minister, hoeveel personen verblijven momenteel in de gevangenis, louter op grond van het bezit van illegale drugs voor eigen gebruik ? Ik heb het niet over dealers.

Op welke juridische grondslag baseert u zich om deze modaliteiten te bepalen ? Welke exacte voorwaarden hebt u in deze maatregel van strafuitvoering beschreven ?

Is de maatregel ook van toepassing op mensen die op dit moment een straf uitzitten ? Op welke verslaafden is de maatregel van toepassing ? Gaat het enkel over hen die

inbreuken op de drugswet hebben gepleegd of ook over personen die drugsgerelateerde feiten hebben gepleegd ? Geldt de maatregel ook voor mensen die zich met de handel bezighouden ?

Welke instanties gaan de voorwaarden controleren ? Gebeurt dat via de commissie voor de strafuitvoering ? Zijn er contacten met hulpverlenende instanties om de therapieën te organiseren en te stroomlijnen, meer bepaald wat het beroepsgeheim betreft ? Dat probleem zal immers opnieuw rijzen. Ik heb de minister daarover al eens eerder ondervraagd en ik dacht dat hij het met mij eens was dat men bij een nauwere samenwerking tussen hulpverleners en Justitie meer aandacht moet schenken aan het beroepsgeheim. Ik ben ervan overtuigd dat men hierover een wettelijk initiatief moet nemen. Kortom, zijn er op dat vlak ook afspraken gemaakt ?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Vandeurzen, uw vraag heeft betrekking op de recente maatregel die ik genomen heb met betrekking tot de voorlopige invrijheidstelling van bepaalde drugsverslaafde veroordeelden. U denkt dat ik deze maatregel genomen heb louter om de overbevolking tegen te gaan. Dit is echter niet de correcte benadering.

Deze instructie houdt een duidelijke politieke keuze in. Voor bepaalde drugsverslaafde veroordeelden betekent een verblijf in de gevangenis immers het bemoeilijken of ontnemen van hun kansen tot herstel en resocialisatie. Alleen via een aangepaste therapie en begeleiding buiten de gevangensmuren kan men die doelstellingen bereiken. Vandaar deze maatregel.

Ik kan natuurlijk niet ontkennen dat ik hoop dat deze maatregel ook een gunstig effect zal hebben op de overbevolking die in de gevangnissen heerst. Zoals u weet, neemt die momenteel dramatische proporties aan.

Ik probeer ook te antwoorden op de vijf door u geformuleerde vragen. U wenst te weten hoeveel personen er louter op grond van bezit van drugs voor eigen gebruik in de gevangenis zitten. Ik moet u daarin teleurstellen. De penitentiaire administratie beschikt klaarblijkelijk niet over deze informatie.

Uw vragen twee en vier neem ik samen, want die hebben hetzelfde voorwerp. Het gaat over de voorwaarden voor een invrijheidstelling en die zijn zeer strikt. Het zijn vijf voorwaarden. Ten eerste, zijn het veroordelingen met straffen tot drie jaar die hoofdzakelijk werden veroordeeld voor druggerelateerde misdrijven die in aanmerking komen. Het gaat hier dan over personen die veroordeeld werden voor gebruik van drugs en over personen die diefstallen hebben gepleegd om hun verslaving te kunnen onderhouden. De tweede voorwaarde is nog scherper. Er mag namelijk geen hangende strafzaak zijn, de betrokkene mag zich niet schuldig hebben gemaakt aan

Marc Verwilghen

drughandel in de gevangenis, er mag geen veroordeling zijn voor seksueel misbruik en de betrokkene mag geen onderliggende problematiek van agressiviteit vertonen. Conform de derde voorwaarde moet de betrokkene een afbetalingsplan van zijn boetes, van de gerechtskosten en van de vergoeding van de burgerlijke partij voorleggen. De vierde voorwaarde is dat een positief advies van de psychosociale dienst van de gevangenis moet worden uitgebracht. De vijfde voorwaarde is dat de betrokkene samen met de justitieassistent en de bevoegde hulpverlener de prestatieverbintenis moet ondertekenen. In deze verbintenis moeten de modaliteiten van de therapie of de behandeling nauwkeurig omschreven staan. We hebben ons hierbij gespiegeld aan de bestaande prestatieverbintenis voor seksuele delinquenten waarin trouwens dezelfde begrippen omschreven zijn en dezelfde voorwaarden neergeschreven zijn.

Bij een eventuele invrijheidstelling wordt er dus niet over een nacht ijs gegaan. Er zijn meer dan voldoende garanties ingebouwd om deze maatregel met succes toe te passen.

Bij uw derde vraag wil ik zeggen dat deze maatregel geldt voor elke veroordeelde die momenteel in de gevangenis is opgesloten en die aan deze strikte eisen voldoet.

De controle op de naleving van de voorwaarden, ten slotte, behoort aan de justitieassistent en aan het parket, maar ook de drughulpverlener heeft een rol te spelen. Onder strikte voorwaarden zal hij bepaalde gegevens moeten mededelen aan de justitieassistent.

Ik weet dat het een moeilijk terrein is waarover u mij vorige keer al hebt ondervraagd. Men moet zich hier kunnen beperken tot de effectieve aanwezigheid op de therapie. Niet gerechtvaardigde afwezigheden, de behandeling die dreigt fout te lopen of die wordt stopgezet, zijn mededelingen die kunnen gegeven worden.

De commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling zijn in deze niet bevoegd, aangezien het om veroordeelden gaat met straffen onder de drie jaar.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw accuraat antwoord. Ik wil erop wijzen dat er inzake de problematiek van de seksuele delinquenten een samenwerkingsakkoord bestaat. Er is een ruime basis tot stand gekomen om dit soort van initiatieven te kunnen organiseren. Waarom gebeurt dat niet voor de drugsproblematiek ? Ik kan mij immers voorstellen dat vele hulpverleners enigszins worden overvallen met deze elementen. Zijn er dienaangaande juridische bezwaren ?

Wat het beroepsgeheim betreft, deel ik uw mening dat er een probleem is. U definieert de rapportering op een manier die aanvaardbaar is voor vele hulpverleners. Het is trouwens een werkmethode die reeds in vele arrondissementen ingang heeft gevonden. Toch meen ik dat een

wetgevend initiatief beter zou zijn dan ad-hocafspraken inzake samenwerking van hulpverlening in justitie. Ik zal dienaangaande zelf een initiatief nemen om deze gelegenheid in deze commissie ter sprake te brengen.

Minister **Marc Verwilghen** : Collega Vandeurzen, ten eerste, u hebt ongetwijfeld gelijk wanneer u zegt dat, naar het voorbeeld van de samenwerkingsakkoorden die werden gesloten inzake seksuele delinquenten mischien, ook op dit vlak een initiatief kan worden genomen. Ik overweeg dat in elk geval. Mijn diensten gaan na op welke wijze dat kan worden georganiseerd. In dit geval gaat het echter om een duidelijke vraag van het terrein, waarop ik heb willen inspelen.

Ten tweede, ik ben het volkomen met u eens dat de problematiek met betrekking tot het beroepsgeheim nijpend wordt. Ik kan u mededelen dat, naar aanleiding van de opheffing van de caduciteit met betrekking tot het wetsontwerp inzake de seksuele bescherming van de minderjarige, ook deze problematiek aan de orde is. Op basis van wijzigingen van artikel 458 van het wetboek van strafrecht worden door mijn kabinet acties ondernomen om orde op zaken te stellen en een aanpassing aan de praktijk door te voeren. Met de materie die ik in aanmerking heb genomen en waarvan ik u een aantal voorbeelden heb geciteerd, waarbij de begeleider een communicerende rol op zich neemt, bevinden wij ons nog altijd binnen de wettelijkheid, maar het is verkieselijk dit op te nemen in de wet, zodat terzake geen enkele discussie meer kan bestaan en er een gelijklopende wijze van afhandeling van dit soort zaken zou plaatsvinden.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "het beschikken over een gsm in de gevangenis" (nr. 1249)

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la disposition de GSM en prison" (n° 1249)

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, elke minister van Justitie wordt uiteraard geconfronteerd met incidenten zoals deze. Toen een tijdje geleden een van de meest beruchte gedetineerden in ons land in het bezit bleek te zijn van een gsm - men vond zelfs twee toestellen, waarvan een weliswaar buiten werking - ging het al om

Servais Verherstraeten

een belangrijk incident. In antwoord op een parlementaire vraag hieromtrent beschreef u de feitelijke toestand en gaf u de ware toedracht van de feiten. U zei dat een gerechtelijk onderzoek en een tuchtonderzoek aan de gang waren.

Welnu, dit incident had moeten aanzetten tot alertheid, maar blijkbaar houdt men er bij Justitie het adagium *une fois n'est pas coutume* op na en wordt het een gewoonte dat een van de meest belangrijke gedetineerden in ons land over een gsm beschikt.

Dat dit incident zich herhaalt is pijnlijk, mijnheer de minister, maar erger nog is het feit dat het plaatsvindt tijdens een zeer cruciale fase in het gerechtelijk onderzoek, namelijk wanneer een mogelijke opdrachtgever wordt aangehouden en ondervraagd. Inmiddels bleek overleg mogelijk te zijn via een gsm-lijn.

Wij wachten vol spanning op het arrest van de KI terzake. De mogelijke opdrachtgever zou vandaag wel eens op vrije voeten kunnen komen, wat bepaalde onderzoeksmogelijkheden zou uitsluiten.

Mijnheer de minister, hoe is het mogelijk dat een gedetineerde, voor de tweede keer al, over een gsm beschikt? Hoe en in welke omstandigheden werd die gsm gevonden? Hoe lang was het toestel reeds in het bezit van de gedetineerde? Voerde betrokkene gesprekken via het toestel? Hoe kunnen dergelijke incidenten worden vermeden? Verdient de heer Deschutter geen bijzonder penitentiair regime, zeker omwille van het feit dat er voorheen reeds een gsm in zijn bezit werd gevonden?

Voorts, mijnheer de minister, had ik graag vernomen welke de stand is van het gerechtelijk onderzoek en het tuchtonderzoek naar aanleiding van de eerste gsm die in zijn bezit werd gevonden in de gevangenis waar hij destijds verbleef.

Is het uw bedoeling het penitentiair regime van gedetineerde Deschutter en van de andere verdachten in deze zaak in de toekomst te wijzigen?

Hoewel het gerechtelijk onderzoek terzake nog niet is voltooid, mijnheer de minister, had ik tot slot toch graag vernomen of u er enig zicht op heeft wanneer deze zaak voor de rechtbank zal verschijnen om ten ronde te worden behandeld.

De **voorzitter** : U zou ook kunnen vragen : wordt de gsm van de betrokkene afgeluisterd?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Verherstraeten, ik zal proberen te antwoorden op de concrete vragen van de heer Verherstraeten. Op vrijdagmiddag, 3 maart 2000, werd mijn administratie op de hoogte gebracht dat in Leuven-centraal een gsm-toestel werd aangetroffen in het bezit van de betrokken gedetineerde. Ik wens te beklemtonen dat het toestel werd

ontdekt na een doorgedreven onderzoek op initiatief van de gevangenisdirectie. Het toestel was zo goed verstopt dat een ontdekking middels RX-controle uitgesloten was. Het toestel was op een bijzonder professionele wijze binnengesmokkeld en verstopt.

De gedetineerde heeft een speciaal veiligheidsregime. U zult begrijpen dat ik hierover geen bijzonderheden kan geven. Het is niet de bedoeling het speciaal veiligheidsregime te beëindigen.

Dit dossier wordt op de voet gevolgd door de regionale directeur die met de directie contact houdt inzake bijsturing van het regime.

Wat de vragen met betrekking tot het incident zelf betreft, moet ik u het antwoord schuldig blijven. De feiten maken op dit ogenblik het voorwerp uit van een gerechtelijk onderzoek waarbij meerdere pistes worden nagetrokken. Op dit ogenblik is het onmogelijk uitsluitel te geven omdat de pistes nog niet ver genoeg geëvolueerd zijn. Er zal zeer binnenkort een overleg plaatsvinden tussen mijn administratie en de onderzoeksrechter te Turnhout met betrekking tot de evaluatie van al de maatregelen die in dit dossier reeds werden genomen en van de maatregelen die in de toekomst nog zullen moeten worden genomen. Het blijkt immers dat een verscherpte controle het incident van 3 maart niet heeft kunnen voorkomen. Wat de behandeling van de zaak ten gronde betreft, deel ik u mee dat ik op dit ogenblik niet over de nodige informatie beschik om uw vragen terzake te beantwoorden.

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik heb er geen bezwaren tegen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de problematiek van de omgangsregeling met de kinderen" (nr. 1284)

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la problématique du règlement des relations personnelles avec les enfants" (n° 1284)

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, uit een recente studie van het UIA blijkt dat inzake de omgangsregeling van de kinderen ongeveer bij 30% van de respectievelijke ouders problemen te melden zijn. De oorzaken daarvan zijn uiteraard divers en kunnen zowel bij de ene als bij de andere partner liggen. Deze feiten zijn uiteraard strafbaar. Via strafbemiddeling zou hier toch heel wat kunnen worden gedaan. Dit gebeurt blijkbaar op be-

Servais Verherstraeten

perkte schaal in gerechtelijke arrondissementen in de parketten van Hasselt en Tongeren, waar naar het project ouderschapsbemiddeling in Hasselt wordt doorverwezen. In het zuiden van het land is er de Espace Rencontre.

Mijnheer de minister, ten eerste, kunt u ons een overzicht bezorgen van de diverse projecten ?

Ten tweede, wat zijn de ervaringen ? Werden deze projecten reeds geëvalueerd ? Beschikt u over cijfergegevens, over het aantal aanvragen, over het aantal dossiers dat met succes kon worden afgehandeld ? Wat zijn de slaagpercentages ? Hebben de andere dossiers minder succes, en zo ja, wat gebeurt er dan ? Wordt eventueel overwogen bepaalde dossiers te seponeren of wordt overwogen tot vervolging over te gaan ? Op basis van welke criteria kan dit geschieden ? Ik verneem bijvoorbeeld dat het parket te Gent in de praktijk een brief richt tot de betrokkenen met het bericht dat omwille van relationele problemen tot seponering wordt overgegaan. Is dit bericht juist ? Is het de bedoeling in dit soort geschillen een seponeringsbeleid te voeren ?

Ten derde, wat is de achterliggende bedoeling van de alternatieve gerechtelijke maatregelen en de diverse projecten die over de verschillende arrondissementen van kracht zijn en worden uitgewerkt ? Bent u bereid er eventueel de nodige middelen voor te voorzien ? Beschikt u binnen de begrotingscontext van 2000 over voldoende middelen ?

Als ik diverse projecten tot alternatieve gerechtelijke maatregelen en meer in het bijzonder de ouderschapsbegeleiding onder de loep neem, dan zal volgens mij het koninklijk besluit voor het globaal plan niet volstaan. Wel kunnen nationale subsidies via een koninklijk besluit worden geregeld. Zijn er binnen de begroting 2000 voldoende middelen voor ? Zijn uitbreidingen noodzakelijk zodat bijvoorbeeld in elk arrondissement een dergelijk project kan worden gerealiseerd ?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Verherstraeten, ik wens vooraf een opmerking te maken. Ik vind dit een erg brandend actueel thema. Veel mensen zijn daarmee bezig. U herinnert zich, mijnheer de voorzitter, dat wij het onlangs, in een samengevoegde commissie met Sociale Zaken, hadden over het creëren van een eventueel fonds voor alimentatievergoedingen. Daar gaat het dan over het betalen van onderhoudsgeld, nog een van die brandend actuele thema's, waar koppels mee bezig zijn die geconfronteerd worden met echtscheidingen die vechtscheidingen geworden zijn, of met ont-aarde of ontspoorde echtelijke moeilijkheden.

Ik vind het wel spijtig dat een vraag van deze omvang mij pas vrijdagavond om 17.18 uur heeft bereikt. Dat is het uur waarop ze bij mijn diensten is binnengekomen. Deze

vraag bestaat uit vijftien onderdelen die ik in een kort tijdsbestek moet beantwoorden. Elk van die vijftien onderdelen verdient op zich een eigen onderzoek en een volwaardig antwoord. Mocht u mij deze vragen schriftelijk opnieuw stellen, dan zou ik proberen u nog gedetailleerder te antwoorden dan ik nu zal doen.

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de minister, ik heb volledig begrip voor uw voorafgaande opmerking. Ik doe een concrete suggestie, mijnheer de voorzitter. Ik heb er geen probleem mee dat het antwoord op deze vraag zou uitgesteld worden tot een volgende commissie, zodat de minister en zijn kabinet terzake meer tijd hebben, indien zij die wensen te hebben.

Minister **Marc Verwilghen** : Ik stel voor dat ik u nu al het antwoord geef dat mijn kabinet heeft opgesteld, aangezien zij dit werk al heeft uitgevoerd.

Ten eerste vraagt u waar zulke projecten in uitvoering zijn. Het project ouderschapsbemiddeling van Hasselt valt onder de noemer van de neutrale ontmoetingsruimten die via het globaal plan door mijn departement worden gesubsidieerd. Deze neutrale ontmoetingsruimten richten zich tot gezinnen waar scheiding tussen de partners dreigt te leiden tot contactbreuk tussen het kind en een van de ouders. Kinderen waarvan de ouders gescheiden leven, en voor wie de uitoefening van het omgangsrecht in een conflictueuze sfeer verloopt of onmogelijk is geworden, zijn bij uitstek het voorwerp van dergelijke begeleidingen.

Ook ten aanzien van pleegouders, grootouders, broers, zussen, en andere belangrijke personen, is een tussenkomst mogelijk. Het is dus een vrij brede benadering van de problematiek van het omgangsrecht.

Het is de bedoeling een ruimte ter beschikking te stellen waar de kinderen en de volwassenen onder deskundige begeleiding en in alle sereniteit het omgangsrecht kunnen uitoefenen als element van een fundamenteel recht zoals bepaald in het internationaal verdrag inzake de rechten van het kind.

Naast het project te Hasselt worden binnen hetzelfde kader ontmoetingsruimten gesubsidieerd van de vzw Halfroond in Gent en in Oudenaarde, de ontmoetingsruimte van vzw Crisiscentrum De Stut in Leuven, Espace Rencontre Service Oasis des Familles te Arlon, de asbl Espace Rencontre Bruxelles die in Etterbeek gevestigd is, Espace Rencontre Contacts Parents-Enfants Bruxelles, Service d'Espace Rencontre Luxembourg asbl te Libramont, asbl Espace Rencontre Hainaut te Mons, Service Espace Rencontre Luxembourg gevestigd te Ste-Ode, en tenslotte Espace Rencontre Hainaut te Tournai.

Marc Verwilghen

Hoe lang bestaan deze projecten ? Welnu, veel van deze projecten bestonden reeds lang voor ze door mijn departement werden gesubsidieerd. Voor de exacte data van goedkeuring van de subsidiëring door de Ministerraad raad ik u aan de internetsite van het ministerie van Justitie te raadplegen. Daar hebben we al deze gegevens weergegeven.

Welke zijn de ervaringen van de justitie-assistenten en de arrondissementale evaluatie- en opvolgingscommissies ? Worden deze projecten positief geëvalueerd ? Het feit dat binnen afzienbare tijd een aantal nieuwe ontmoetingsruimten wordt gesubsidieerd bewijst dat er nood bestaat aan dergelijke initiatieven. Het toont meteen ook het succes aan van deze vorm van aanpak.

U vraagt me dan of ik beschik over cijfergegevens, zoals het aantal aanvragen en doorverwijzingen. Ik zal mij in eerste instantie beperken tot het MOB-Hasselt. Het betreft hier honderd dertig dossiers die in 1999 werden geopend. Hiervan kwamen er dertig tot stand via bemiddeling in strafzaken en honderd op vrijwillige basis. Over de andere ontmoetingsruimten heb ik momenteel geen gegevens ter beschikking, maar ik ben in elk geval bereid ze op te vragen.

U vraagt mij naar het slaagpercentage in geval van tussenkomst via deze bemiddeling. Daarover is geen wetenschappelijk onderzoek verricht. De inlichtingen die worden meegedeeld laten ons niet toe besluiten inzake het slaagpercentage te trekken.

U vroeg of er nog andere alternatieven buiten de ouderschapsbegeleiding zijn om problemen inzake de omgangsregeling te voorkomen; wat er gebeurt indien de bemiddeling faalt en wat de cijfers zijn met betrekking tot vervolging en seponering ?

Ik beschik momenteel niet over cijfers om deze vragen te kunnen beantwoorden. Daarvoor was het tijdsbestek te kort. De gevraagde informatie met betrekking tot de parketten is momenteel niet beschikbaar. Het verzamelen van deze gegevens is dermate tijdrovend dat zulks niet opweegt tegen de andere prioritaire opdrachten van het parket. Het ministerie van Justitie werkt evenwel nauw samen met de parketten-generaal aan een statistisch systeem waarin zoveel mogelijk beleidsinformatie op een automatische en betrouwbare wijze wordt gegenereerd. Het verzamelen van de door u gevraagde informatie is onmogelijk binnen het geboden tijdsbestek.

Wordt dit project van ouderschapsbegeleiding geëvalueerd en heeft de minister de intentie om dit project uit te breiden tot alle arrondissementen van het land ? Zoals alle andere projecten binnen het globaal plan wordt ook het project ouderschapsbegeleiding geëvalueerd door zowel de arrondissementale evaluatiecommissie als door de opvolgingscommissie als door de dienst van de

justitiehuizen. Het is de bedoeling om maximum een neutrale ontmoetingsruimte per gerechtelijk arrondissement te subsidiëren. Het globaal plan voorziet jaarlijks een bedrag van 250 miljoen.

Momenteel wordt het subsidiebeleid in het algemeen en dat van de ontmoetingsruimten in het bijzonder bekeken. In het licht van het gesignaleerde gebrek aan werkingssmiddelen, heb ik de administratie de opdracht gegeven te onderzoeken hoe deze diensten kunnen worden overgeheveld van het globaal plan naar de zogenaamde nationale subsidies in het kader van het koninklijk besluit van 6 oktober 1994. Het lopende overleg met de gemeenschappen zal bepalend zijn voor de richting die zal worden gevolgd met betrekking tot het verlenen van toelagen van de familiale bemiddeling. U weet dat we daar op een gemeenschappelijk terrein zitten.

Een antwoord geven op de vraag welk budget ik daarvoor zal uittrekken, is momenteel nog voorbarig want het zal afhangen van de gesprekken en het overleg die met de gemeenschappen zullen plaatsvinden.

U had nog een laatste vraag over de rol die ik voor de justitiehuizen zie inzake deze problematiek. De rol van de justitiehuizen is er een van informatie ten aanzien van het publiek, de magistratuur en de advocatuur omtrent het bestaan en de mogelijkheden van dergelijke diensten. De coördinator van het justitiehuis staat eveneens in voor de jaarlijkse evaluatie en de adviesverlening aan het centraal bestuur van deze projecten. Dat wijst erop dat de coördinatoren kort op de bal spelen en dat het menens is om dit systeem ook te laten opvolgen binnen het systeem van de justitiehuizen.

De voorzitter : Indien we een reflectiekamer waren, dan zouden we de problematiek in zijn geheel kunnen bekijken. Dit is een wenk naar vroegere collega's.

De heer Servais Verherstraeten (CVP) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw snel antwoord. Dit is werkelijk snelrecht. De gegevens die u mij niet hebt kunnen verschaffen, zal ik via een schriftelijke vraag stellen. Tijdens uw antwoord meen ik begrepen te hebben dat u het in een paar arrondissementen zou uitbreiden. Weet u concreet over welke arrondissementen het gaat of is daar nog geen beslissing over genomen ?

Minister Marc Verwilghen : Ik heb nog geen concrete arrondissementen kunnen aanduiden, omdat het overleg dat momenteel plaatsvindt met de gemeenschappen, mij in staat zal stellen een aantal keuzes te maken en prioriteiten te stellen. Zolang dat overleg niet is afgerond, kan ik ook geen definitieve keuze maken. Het zou voorbarig zijn een bepaald gerechtelijk arrondissement voor te trekken terwijl de noden op het terrein in een ander arrondissement groter zijn. Ik heb bijvoorbeeld kunnen vaststellen dat er nog bepaalde vervolgingen

Marc Verwilghen

bestaan voor de problematiek van omgangsrecht in bepaalde gerechtelijke arrondissementen. Dat verloopt meestal in de arrondissementen van de grootsteden veel moeilijker. Het spreekt dan ook voor zich dat men een inspanning zou moeten doen bij deze waar het moeilijk verloopt om de kansen op het op gang brengen van de omgangsregeling een maximale slaagkans te geven.

Het bijna bij internationaal verdrag voorziene contact tussen een ouder, een familielid en een kind moet op gang gebracht kunnen worden. Ik verkies te wachten tot dit overleg is beëindigd.

Het incident is gesloten

L'incident est clos.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.25 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 11.25 heures.*
